

Le 1er Ministre ignore la crise du logement !

6 février 2024

Le Premier ministre Gabriel ATTAL

Fait le choix d'ignorer une crise du logement qui ne pourra que s'aggraver.

Après 7 ans de présidence Macron, l'échec est patent : 2,6 millions de Français sont actuellement en attente d'un logement social, du jamais vu ! Notre pays est confronté à une crise du logement gravissime. Il y a 4,15 millions de personnes mal logées en France et 330 000 sans domicile fixe (source : Fondation Abbé Pierre).

La production de logements sociaux n'a jamais été aussi basse depuis 2005 (82 000 agréments en 2023 alors que la moyenne a longtemps oscillé entre 110 000 et 115 000 logements sociaux chaque année).

Jamais les loyers n'ont été aussi élevés, jamais il n'y a eu aussi peu d'offres de logements à louer.

Selon la plate-forme SeLoger, le nombre d'annonces de location sur la capitale a chuté de moitié comparé à il y a un an et de 73 % en trois ans. Le marché locatif est totalement bloqué par les effets délétères des locations de courte durée type Airbnb et des taux de crédit trop élevés qui ne permettent pas aux potentiels primo-accédants de quitter le parc locatif pour devenir propriétaire.

Ces chiffres dont le Président Macron porte l'entièvre responsabilité, le Premier ministre s'est bien gardé de les rappeler, devant la représentation nationale, dans sa déclaration de politique générale.

Refusant délibérément de répondre aux besoins des mal-logés et des milieux populaires, Gabriel ATTAL préfère annoncer un assouplissement de la loi SRU, en suggérant d'inclure les logements intermédiaires, destinés à la classe moyenne, dans le quota de 25% de logements sociaux que les communes doivent produire.

L'idée étant de « *faire évoluer le logement social pour qu'il réponde davantage aux classes moyennes* ». Incontestablement, Gabriel ATTAL souhaite s'adresser à son « *cœur de cible* » électoral : les classes moyennes. Et satisfaire par la même occasion les communes les plus réticentes à loger les ménages modestes.

Il a ajouté que prochainement 20 territoires seront désignés sur lesquels sera construit de l'habitat de manière accélérée, avec l'objectif de faire sortir de terre « **30.000 logements en trois ans** » (soit 10 000 logements/an, chiffre à rapprocher des 2 600 000 demandes de logements sociaux en attente !).

Le Premier ministre se dit prêt à réquisitionner des « **bureaux vides** ». Venant d'un libéral assumé, cette promesse rappelle furieusement l'engagement pris par Jacques Chirac en 1995 - jamais mis en œuvre - de faire du droit de réquisition : « **la base d'une véritable politique sociale** ».

Face à un tel déni et tant de cynisme, INDECOSA-CGT poursuivra son engagement indéfectible en faveur du droit au logement pour toutes et tous. L'aggravation inévitable de la crise du logement, en raison de choix manifestement irresponsables au regard des besoins et des attentes de nos concitoyens, ne pourra pas être ignorée indéfiniment par ceux qui nous gouvernent.

Christian KHALIFA Président Indecosa CGT

Communiqué de presse INDECOSA-CGT

Montreuil, le 5 février 2024 .